



INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW
INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

**Convention relative aux garanties
internationales portant sur des matériels
d'équipement mobiles**

**Protocole portant sur les questions spécifiques
aux matériels d'équipement aéronautiques à la
Convention relative aux garanties
internationales portant sur des matériels
d'équipement mobiles**

UNIDROIT 2023
DC9/DEP – Doc. 14
Original: anglais / français
décembre 2023

RAPPORT DU DÉPOSITAIRE

1 janvier 2020 – 31 décembre 2022

Introduction

1. La Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (la Convention) et le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (le Protocole aéronautique) ont tous deux été ouverts à la signature le 16 novembre 2001 à la conclusion de la Conférence diplomatique tenue sous les auspices conjoints de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). La Convention telle qu'elle s'applique aux biens aéronautiques, et le Protocole aéronautique, sont entrés en vigueur le 1er mars 2006.
2. Le présent rapport a été préparé par UNIDROIT, en sa qualité de Dépositaire de la Convention et du Protocole aéronautique, conformément à l'article 61(1) de la Convention ¹ et à l'article XXXVI(1) du Protocole aéronautique ². Il tient compte du sixième rapport de l'Autorité de surveillance relatif au fonctionnement du système international d'inscription pour la même période, préparé conformément à l'article 17(2)(j) de la Convention et transmis par l'ICAO à UNIDROIT en octobre 2023. UNIDROIT a invité les Gouvernements des États contractants à envoyer des commentaires sur la façon dont la Convention et le Protocole aéronautique ont fonctionné en pratique dans la période de référence.

La période de référence

3. Le présent rapport concerne la Convention ainsi que le Protocole aéronautique pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022 (la Période de référence). Pour les rapports précédents, voir le site Internet d'UNIDROIT aux pages suivantes: <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/convention-du-cap/depositaire/> et <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/protocole-aeronautique/depositaire/>

Activité du Dépositaire pendant la Période de référence

4. Au commencement de la Période de référence, la Convention comptait 79 États contractants (plus une organisation régionale d'intégration économique) et le Protocole aéronautique en comptait 76 (plus une organisation régionale d'intégration économique).
5. Au cours de la Période de référence, quatre (4) États ont déposé leurs instruments de ratification/adhésion à la Convention, portant le nombre total d'États contractants à la fin de la Période de référence à quatre-vingt trois (83). Au cours de la même période, quatre (4) États ont déposé leurs instruments de ratification/adhésion au Protocole aéronautique, portant le nombre total d'États contractants à la fin de la Période de référence à quatre-vingt (80).
6. Au cours de la Période de référence, la Lettonie et le Koweït ont déposé des déclarations subséquentes en vertu de la Convention du Cap et/ou du Protocole aéronautique.
7. Aux termes de l'article 60(2)(c) de la Convention et de l'article XXXVII(2)(c) du Protocole aéronautique, UNIDROIT fournit à l'Autorité de surveillance copie de tout instrument de ratification/d'adhésion, de toute déclaration ou retrait ou amendement d'une déclaration et de toute notification de dénonciation, et de toute désignation de points d'entrée.

¹ L'article 61(1) de la Convention dispose: "Le Dépositaire prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la présente Convention. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

² L'Article XXXVI(1) du Protocole aéronautique dispose: "Le Dépositaire, en consultation avec l'Autorité de surveillance, prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

8. L'Annexe 1 montre l'état d'acceptation de la Convention et du Protocole aéronautique à la conclusion de la Période de référence, avec les précisions nécessaires concernant les signatures, ratifications, adhésions, déclarations, et dates d'entrée en vigueur ³.

9. Conformément à l'article 79 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, UNIDROIT a effectué la correction demandée dans la version arabe authentique du Protocole aéronautique. Le procès-verbal de rectification a été distribué à tous les États intéressés par Note Verbale (DC9DEP/687 en date du 18 juin 2021) et a été notifié au Secrétariat des Nations Unies.

10. Des représentants d'UNIDROIT ont participé à des conférences et des réunions pour discuter de questions juridiques concernant la Convention du Cap et son Protocole aéronautique afin de recueillir des informations sur les procédures de ratification et/ou la mise en œuvre des instruments en février 2020 (Malaisie), septembre 2020 (Inde), novembre 2020 (Séoul), avril 2021 (Madrid), novembre 2021 (Indonésie), décembre 2021 (Séoul), octobre 2022 (Rome), novembre 2022 (Manille, Hong Kong) et décembre 2022 (Viet Nam). En 2022, UNIDROIT a participé à plusieurs réunions du groupe de travail interministériel coordonné par le Ministère italien des affaires étrangères afin de fournir une expertise sur la ratification de la Convention du Cap et de son Protocole aéronautique, ainsi qu'à une audition parlementaire portant sur les implications économiques et juridiques liées à la ratification de la Convention et du Protocole aéronautique par l'Italie. La Convention du Cap et son Protocole aéronautique ont également été présentés dans le cadre d'un événement organisé par le Département juridique de la Banque asiatique de développement pour les infrastructures (AIIB) en janvier 2022.

11. UNIDROIT a également été représenté lors des neuvième, dixième et onzième conférences organisées par le *Projet académique relatif à la Convention du Cap* (CTCAP) les 10 et 11 septembre 2020 à Rome, les 29 et 30 septembre 2021 et les 13 et 14 septembre 2022 à Cambridge ⁴. Le CTCAP prévoit l'étude académique et l'évaluation de la Convention du Cap dans le but de renforcer la compréhension et la mise en œuvre effective du traité. Depuis 2019, le CTCAP est une initiative conjointe d'UNIDROIT et de la Faculté de droit de l'Université de Cambridge, avec le Groupe de travail aéronautique (AWG) en tant que fondateur. Un nouveau site Internet a été lancé en avril 2020: <http://ctcap.org/> ⁶.

12. Le CTCAP est renforcé par l'inclusion de projets conjoints connexes pour 1) l'évaluation économique de la réforme du droit commercial international (6^{ème} Atelier tenu à Rome le 8 septembre 2020 ⁷), et 2) les meilleures pratiques dans la conception et le fonctionnement des registres électroniques (MPRE) (4^{ème} Atelier tenu à Rome le 9 septembre 2020, 5^{ème} Atelier tenu à Cambridge le 28 septembre 2021 ⁸, et le 6^{ème} Atelier tenu à Cambridge le 12 septembre 2022). En 2021, le projet MPRE a publié le Guide des meilleures pratiques pour les registres de garanties électroniques⁹. En 2022, le CTCAP a créé un concours international de procès simulé de la Convention du Cap ("CTC moot court") dont l'objectif est de permettre aux étudiants et aux juges de se familiariser avec la Convention du Cap dans le contexte de

³ Également disponible sur le site Internet d'UNIDROIT aux adresses suivantes: <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/convention-du-cap/etats-parties/> (Convention) et <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/protocole-aeronautique/etat/> (Protocole aéronautique).

⁴ Voir également le site Internet d'UNIDROIT à l'adresse suivante: <https://www.unidroit.org/wp-content/uploads/2021/09/proces-verbal-210608.pdf>

⁵ Voir les résumés de ces conférences sur le site Internet du Projet académique relatif à la Convention du Cap à la page <http://www.ctcap.org> et sur les Rapports annuels d'UNIDROIT à la page <https://www.unidroit.org/fr/presentation-dunidroit/presentation/rapports-annuels-sur-les-activites-dunidroit/>.

⁶ Voir les résumés de ces conférences sur le site Internet du Projet académique relatif à la Convention du Cap à la page <http://www.ctcap.org> et sur les Rapports annuels d'UNIDROIT à la page <https://www.unidroit.org/fr/presentation-dunidroit/presentation/rapports-annuels-sur-les-activites-dunidroit/>.

⁷ Voir aussi <https://www.unidroit.org/fr/nouveau-site-internet-portant-sur-le-projet-academique-relatif-a-la-convention-du-cap/>.

⁸ Voir aussi <https://www.unidroit.org/fr/5eme-atelier-sur-les-meilleures-pratiques-dans-le-domaine-de-la-conception-et-du-fonctionnement-des-registres-electroniques-a-cambridge/>.

⁹ Voir <https://ctcap.org/wp-content/uploads/2021/09/BPER-Guide-9-September-Web-Copy.pdf> (en anglais seulement).

faits hypothétiques complexes et de fournir aux étudiants des exercices éducatifs avec ces instruments dans un cadre judiciaire simulé.

Fonctionnement dans la pratique de la Convention et du Protocole aéronautique durant la Période de référence

13. Le Dépositaire a informé, par Note Verbale, les États contractants de la Convention et du Protocole aéronautique qu'il souhaitait recevoir des informations et des commentaires de leur part sur la façon dont le régime international institué par la Convention et le Protocole aéronautique fonctionnait dans la pratique. Les Gouvernements d'Argentine, de Lettonie, de Moldavie, de Mongolie, de Suède et de Türkiye ont communiqué des informations relatives à la Période de référence qui figurent en Annexe 2 au présent rapport.
14. Pour les documents concernant des décisions de cours ou tribunaux durant la Période de référence relatifs à l'application de la Convention du Cap, voir le site Internet du Projet académique relatif à la Convention du Cap <http://www.ctcap.org> (*Repository*).

Conférences d'évaluation

15. L'article 61(2) de la Convention et l'article XXXVI(2) du Protocole aéronautique prévoient que des Conférences d'évaluation pourront être organisées à la demande d'au moins vingt-cinq pour cent des États parties. Durant la période de référence, le Dépositaire n'a reçu aucune demande visant à l'organisation d'une telle Conférence conformément à l'article 61(2) de la Convention et l'article XXXVI(2) du Protocole aéronautique.

ANNEXE 1

CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT MOBILES

as at 31 December 2022 / au 31 décembre 2022

Adoption: Place: Cape Town / *Lieu: Le Cap*
Date: 16.11.2001

Entry into force / *Entrée en vigueur:* 01.03.2006 (Art. 49(1))

STATE / ETAT	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS (Art.)	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.11.2006
Albania / <i>Albanie</i>		30.10.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.08.2006
Argentina / <i>Argentine</i>		10.04.2018 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.08.2018
Australia / <i>Australie</i>		26.05.2015 (AS)	39(1)(a), 52, 54(2), 55	01.09.2015
Bahrain / <i>Bahreïn</i>		27.11.2012 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2)	01.03.2013
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.04.2009
Belarus / <i>Bélarus</i>		28.06.2011 (AS)	54(2)	01.01.2012
Bhutan / <i>Bhoutan</i>		04.07.2014 (AS)	39(1)(a), 54(2)	01.11.2014
Brazil / <i>Brésil</i>		30.11.2011 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.03.2012
Burkina Faso		12.12.2014 (AS)	54(2)	01.01.2018
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / <i>Cameroun</i>		19.04.2011 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2011
Canada	31.03.2004	21.12.2012 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 52*, 53*, 54(2), 60	
Alberta				01.04.2013
British Columbia / <i>Colombie-Britannique</i>				01.04.2013
Manitoba				01.04.2013
New Brunswick / <i>Nouveau-Brunswick</i>				01.07.2016
Newfoundland and Labrador / <i>Terre-Neuve-et-Labrador</i>				01.04.2013
Northwest Territories / <i>Territoires du Nord-Ouest</i>				01.04.2013

Nova Scotia / <i>Nouvelle-Écosse</i>				01.04.2013
Nunavut				01.04.2013
Ontario				01.04.2013
Prince Edward Island / <i>Ile-du-Prince-Edouard</i>				01.10.2014
Quebec / <i>Québec</i>				01.04.2013
Saskatchewan				01.04.2013
Yukon				01.10.2014
Cape Verde / <i>Cap-Vert</i>		26.09.2007 (AS)	39(1)(a), 40, 53, 54(2)	01.01.2008
Chile / <i>Chili</i>	16.11.2001			
China / <i>Chine</i>	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 50, 53, 54(1), 54(2), 55	01.06.2009
Colombia / <i>Colombie</i>		19.02.2007 (AS)	39(1)(a), 54(2)	01.06.2007
Congo	16.11.2001	25.01.2013 (AC)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2013
Costa Rica		26.08.2011 (AS)	53, 54(2)	01.12.2018
Côte d'Ivoire		09.02.2015 (AS)	39(1)(a)*, 40*, 52*, 53*, 54(2)*	01.07.2016
Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)	54(2)	01.05.2009
Democratic Republic of the Congo / <i>République démocratique du Congo</i>		06.05.2016 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.09.2016
Denmark / <i>Danemark</i>		26.10.2015 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 54(2), 55	01.02.2016
Egypt / <i>Egypte</i>		10.12.2014 (AS)	39(1)(a)*, 53* 54(2)*	01.04.2015
Eswatini		17.11.2016 (AS)	54(2)	01.09.2017
Ethiopia / <i>Ethiopie</i>	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.03.2006
Fiji / <i>Fidji</i>		05.09.2011 (AS)	54(2)*	01.09.2012
France	16.11.2001			
Gabon		16.04.2010 (AS)	54(2)	01.08.2017
Germany / <i>Allemagne</i>	17.09.2002 with decl.			
Ghana	16.11.2001	20.12.2018 (RT)	39(1)(a)-(b), 53, 54(2), 60(1)	01.04.2019
Iceland / <i>Islande</i>		23.06. 2020 (AS)	39(1)(a)-(b), 40,53, 54(2), 55	01.10.2020
India / <i>Inde</i>		31.03.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.07.2008
Indonesia / <i>Indonésie</i>		16.03.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.07.2007
Ireland / <i>Irlande</i>		29.07.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.03.2006

Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001	31.08.2010 (RT)	39(1)(a), 54(2)	01.12.2010
Kazakhstan		21.01.2009 (AS)	39(1)(a)*-(b)* 39(4)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.10.2011
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	39(1)(a)*-(b), 40, 53, 54(2)	01.02.2007
Kuwait / <i>Koweït</i>		31.10.2013 (AS)	54(2)	01.02.2014
Kyrgyzstan / <i>Kirghizistan</i>		13.05.2021 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 53, 54(2)	01.09.2021
Latvia / <i>Lettonie</i>		08.02.2011 (AS)	39(1)(a)*, 40*, 54(2)	01.06.2011
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	53, 54(2)	01.10.2008
Madagascar		10.04.2013 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.08.2013
Malawi		16.01.2014 (AC)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.05.2014
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.03.2006
Malta / <i>Malte</i> ²		01.10.2010 (AS)	39(1)(a), 39(4), 40, 53, 54(2)	01.02.2011
Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 50, 53, 54(2), 60	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	39(1)(a)-(b), 53, 54(2)	01.02.2007
Mozambique		30.01.2012 (AS)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.11.2013
Myanmar		03.12.2012 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.04.2013
Namibia / <i>Namibie</i>		23.07.2018 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 54(2), 55	01.11.2018
Netherlands / <i>Pays-Bas</i> ³		17.05.2010 (AS)	39(1)(a)-(b), 52, 53, 54(2)	
Caribbean part / <i>partie caraïbe</i>				10.10.2010
Aruba				01.09.2010
Curaçao				10.10.2010
Sint Maarten				10.10.2010
New Zealand / <i>Nouvelle-Zélande</i>		20.07.2010 (AS)	39(1)(a), 52, 53, 54(2), 55	01.11.2010
Niger		17.11.2022 (AS)	54(2)	01.03.2023
Nigeria / <i>Nigéria</i>	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	39(1)(a)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.03.2006
Norway / <i>Norvège</i>		20.12.2010 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2), 55	01.04.2011

Oman		21.03.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 50, 53, 54(2)	01.03.2006
Paraguay		19.12.2018 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.04.2019
Qatar		08.01.2020 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.05.2020
Republic of Moldova / République de Moldova		26.06.2015 (AS)	54(2)	01.06.2019
Romania / Roumanie		30.03.2018 (AS)	39(1)(b), 54(2)	01.07.2018
Russian Federation / Fédération de Russie		25.05.2011 (AS)	39(1)(a)-(b), 53, 54(2)	01.09.2011
Rwanda		28.01.2010 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2010
San Marino / Saint-Marin		09.09.2014 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 53, 54(2)	01.01.2015
Saudi Arabia / Arabie saoudite	12.03.2003	27.06.2008 (RT)	54(2)	01.10.2008
Senegal / Sénégal	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2006
Seychelles		13.09.2010 (AS)		- 1
Sierra Leone		26.07.2016 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.11.2016
Singapore / Singapour		28.01.2009 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.05.2009
South Africa / Afrique du sud	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2)	01.05.2007
Spain / Espagne		28.06.2013 (AS)	39(1)(a)-(b) *, 40*, 52, 53*, 54(2)	01.03.2016
Sudan / Soudan	16.11.2001			
Sweden / Suède		30.12.2015 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 54(2)	01.04.2016
Switzerland / Suisse	16.11.2001 ad referendum			
Syrian Arab Republic / République arabe syrienne		07.08.2007 (AS)		- 1
Tajikistan / Tadjikistan		31.05.2011 (AS)	54(2)	01.09.2011
Togo		27.01.2010 (AS)	39(1)(a)*, 39(1)(b)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.04.2012
Tonga	16.11.2001			
Turkey / Turquie	16.11.2001	23.08.2011 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 50, 54(2)	01.12.2011

Ukraine	09.03.2004	31.07.2012 (RT)	50, 53, 54(2)	01.11.2012
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2008
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland / <i>Royaume- Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i>	16.11.2001 with decl.	27.07.2015 (RT)	39(1)(a)*-(b)*, 39(4)*, 52*, 53*, 54(2)*	
Bermuda				01.01.2018
Cayman Islands / <i>Iles Cayman</i>				01.11.2015
Gibraltar				01.11.2015
Island of Guernsey / <i>Ile de Guernesey</i>				01.11.2015
Isle of Man / <i>Ile de Man</i>				01.01.2018
United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	54(2)	01.05.2009
United States of America / <i>États-Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.03.2006
Uzbekistan / Ouzbékistan		31.01.2018 (AS)	53, 54(2)	01.05.2018
Viet Nam		17.09.2014 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.01.2015
Zimbabwe		13.05.2008 (AS)		- 1

REGIONAL ECONOMIC INTEGRATION ORGANISATIONS / ORGANISATIONS D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS (Art.)	ENTRY INTO FORCE / ENTRÉE EN VIGUEUR
European Union / <i>Union européenne</i> ⁴	<i>Union</i>	28.04.2009 (AS)	48(2), 55	01.08.2009

¹ Entry into force subject to / *sous réserve de*: Convention Article 49(2)

² This State has provided UNIDROIT with information about its laws and policies in relation to the Convention / *Cet Etat a fourni à UNIDROIT des informations concernant la situation au regard de la législation et des politiques applicables aux matières couvertes par la Convention*

See / voir <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/convention-du-cap/informations-nationales/>

³ Accession of the Netherlands was for the Netherlands Antilles and Aruba (only). The accession became effective on 1 September 2010. Following a modification of the internal constitutional relations within the Kingdom of the Netherlands, the declarations made for the Netherlands Antilles were confirmed for Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba), effective from 10 October 2010. The declarations made for Aruba remain valid as from 1 September 2010. / *L'adhésion des Pays-Bas concernait (seulement) les Antilles néerlandaises et Aruba. L'adhésion a pris effet le 1er septembre 2010. Suite à une modification des relations constitutionnelles intérieures du Royaume des Pays-Bas, les déclarations faites pour les Antilles néerlandaises ont été confirmées pour Curaçao, Saint-Martin et la partie caribéenne des Pays-Bas (les îles de Bonaire, de Saint-Eustache et de Saba), à compter du 10 octobre 2010. Les déclarations faites pour Aruba restent valides au 1er septembre 2010.*

⁴ Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique*: Convention Article 48

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

**PROTOCOL TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
ON MATTERS SPECIFIC TO AIRCRAFT EQUIPMENT
PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPÉCIFIQUES AUX MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT
AÉRONAUTIQUES À LA CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT MOBILES**

as at 31 December 2022 / au 31 décembre 2022

Adoption: Place: Cape Town / *Lieu: Le Cap*
Date: 16-11-2001

Entry into force: 01.03.2006 (Art. XXVIII(1))
Entrée en vigueur:

STATE / ETAT	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS (art.)	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.11.2006
Albania / <i>Albanie</i>		30.10.2007 (AS)	XIX, XXX(1)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.08.2006
Argentina / <i>Argentine</i>		10.01.2018 (AS)	XIX, XXX(1),(2),(3)	01.08.2018
Australia / <i>Australie</i>		26.05.2015 (AS)	XXX(1),(3)	01.09.2015
Bahrain / <i>Bahreïn</i>		27.11.2012 (AS)	XXX(1),(2),(3) *	01.03.2013
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.04.2009
Belarus / <i>Bélarus</i>		27.09.2011 (AS)		01.01.2012
Bhutan / <i>Bhoutan</i>		04.07.2014 (AS)		01.11.2014
Brazil / <i>Brésil</i>		30.11.2011 (AS)	XIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2012
Burkina Faso		08.09.2017 (AS)		01.01.2018
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / <i>Cameroun</i>		19.04.2011 (AS)		01.08.2011
Canada	31.03.2004	21.12.2012 (RT)	XXIX *, XXX(1),(2),(3)	
Alberta				01.04.2013
British Columbia / <i>Colombie-Britannique</i>				01.04.2013
Manitoba				01.04.2013
New Brunswick / <i>Nouveau-Brunswick</i>				01.07.2016
Newfoundland and Labrador / <i>Terre-Neuve-et-Labrador</i>				01.04.2013
Northwest Territories / <i>Territoires du Nord-Ouest</i>				01.04.2013
Nova Scotia / <i>Nouvelle-Écosse</i>				01.04.2013
Nunavut				01.04.2013
Ontario				01.04.2013
Prince Edward Island / <i>Ile-du-Prince-Edouard</i>				01.10.2014
Quebec / <i>Québec</i>				01.04.2013

Saskatchewan				01.04.2013
Yukon				01.10.2014
Cape Verde / <i>Cap-Vert</i>		26.09.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.01.2008
Chile / <i>Chili</i>	16.11.2001			
China / <i>Chine</i>	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	XIX, XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.06.2009
Colombia / <i>Colombie</i>		19.02.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.06.2007
Congo	16.11.2001	13.03.2013 (AC)		01.05.2013
Costa Rica		08.08.2018 (AS)		01.12.2018
Côte d'Ivoire		01.03.2016 (AC)	XIX(1)*, XXIX*, XXX(1)*,(2)*,(3)*	01.07.2016
Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)		01.05.2009
Democratic Republic of the Congo / <i>République démocratique du Congo</i>		06.05.2016 (AS)		01.09.2016
Denmark / <i>Danemark</i>		26.10.2015 (AC)	XXIX, XXX(1),(3),(5)	01.02.2016
Egypt / <i>Egypte</i>		10.12.2014 (AS)	XIX(1)*, XXX(1)*,(2)*,(3)*	01.04.2015
Eswatini		26.05.2017 (AS)		01.09.2017
Ethiopia / <i>Ethiopie</i>	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Fiji / <i>Fidji</i>		30.05.2012 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.09.2012
France	16.11.2001			
Gabon		04.04.2017 (AS)		01.08.2017
Germany / <i>Allemagne</i>	17.09.2002 with decl.			
Ghana	16.11.2001	20.12.2018 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.04.2019
Iceland / <i>Islande</i>		23.06.2020 (AS)	XXX(1),(2),(3),(5)	01.10.2020
India		31.03.2008 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.07.2008
Indonesia / <i>Indonésie</i>		16.03.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.07.2007
Ireland / <i>Irlande</i> ¹		23.08.2005 (AS)	XXX(1),(2)	01.03.2006
Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001	31.08.2010 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.12.2010
Kazakhstan		01.06.2011 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.10.2011
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.02.2007
Kuwait / <i>Koweït</i>		31.10.2013 (AS)		01.02.2014
Kyrgyzstan / <i>Kirghizistan</i>		13.05.2021 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.09.2021

Latvia / <i>Lettonie</i>		08.02.2011 (AS)	XXX(1)*	01.06.2011
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.10.2008
Madagascar		10.04.2013(AS)	XXX(1),(2),(3)	01.08.2013
Malawi		16.01.2014 (AC)	XXX(1),(2),(3)	01.05.2014
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	XXX(1),(2),(3)*	01.03.2006
Malta / <i>Malte</i> ¹		01.10.2010 (AS)	XXX(1)	01.02.2011
Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	XIX, XXX(1),(3)	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.02.2007
Mozambique		18.07.2013 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.11.2013
Myanmar		03.12.2012 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.04.2013
Namibia / <i>Namibie</i>		23.07.2018 (AS)	XXX(1)	01.11.2018
Netherlands / <i>Pays-Bas</i> ²		17.05.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(2)	
Caribbean part / <i>partie caraïbe</i>				10.10.2010
Aruba				01.09.2010
Curaçao				10.10.2010
Sint Maarten				10.10.2010
New Zealand / <i>Nouvelle-Zélande</i>		20.07.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(3),(5)	01.11.2010
Niger		17.11.2022 (AS)		01.03.2023
Nigeria / <i>Nigéria</i>	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	XXX(1)*,(2)*,(3)*	01.03.2006
Norway / <i>Norvège</i>		20.12.2010 (AS)	XXX(1),(3),(5)	01.04.2011
Oman		21.03.2005 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Paraguay		19.12.2018 (AS)	XIX, XXX(1),(2),(3)	01.04.2019
Qatar		08.01.2020 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.05.2020
Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>		19.02.2019 (AS)	XXX(1)	01.06.2019
Romania / <i>Roumanie</i>		30.03.2018 (AS)	XXX(1)	01.07.2018
Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>		25.05.2011 (AS)	XXX(1)*,(3)	01.09.2011
Rwanda		28.01.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.05.2010
San Marino / <i>Saint-Marin</i>		09.09.2014 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.01.2015
Saudi Arabia / <i>Arabie saoudite</i>	12.03.2003	27.06.2008 (RT)		01.10.2008

Senegal / <i>Sénégal</i>	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.05.2006
Sierra Leone		26.07.2016 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.11.2016
Singapore / <i>Singapour</i>		28.01.2009 (AS)	XXX(1)*,(3)	01.05.2009
South Africa / <i>Afrique du sud</i>	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.05.2007
Spain / <i>Espagne</i>		27.11.2015 (AS)	XIX, XXIX, XXX(1)	01.03.2016
Sudan / <i>Soudan</i>	16.11.2001			
Sweden / <i>Suède</i>		30.12.2015 (AS)	XXX(1)	01.04.2016
Switzerland / <i>Suisse</i>	16.11.2001 <i>ad referendum</i>			
Tajikistan / <i>Tadjikistan</i>		31.05.2011 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.09.2011
Togo		01.12.2011 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.04.2012
Tonga	16.11.2001			
Turkey / <i>Turquie</i>	16.11.2001	23.08.2011 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.12.2011
Ukraine	03.03.2004	31.07.2012 (RT)	XIX, XXX(1),(3)	01.11.2012
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.2008 (AS)	XIX, XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.08.2008
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland / <i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i> ¹	16.11.2001 with decl.	27.07.2015 (RT)	XXIX*, XXX(1)*, (2)*, (3)*	
Bermuda				01.01.2018
Cayman Islands / <i>Iles Cayman</i>				01.11.2015
Gibraltar				01.11.2015
Island of Guernsey / <i>Ile de Guernesey</i>				01.11.2015
Isle of Man / <i>Ile de Man</i>				01.01.2018
United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	XXX(1)*, (2)*, (3)*	01.05.2009
United States of America / <i>Etats-Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	XIX, XXX(1)	01.03.2006
Uzbekistan / <i>Ouzbékistan</i>		31.01.2018 (AS)	XXX(1), (2), (3)	01.05.2018
Viet Nam		17.09.2014 (AS)	XIX, XXX(1),(2),(3)	01.01.2015
Zambia / <i>Zambie</i>		07.09.2020 (AS)		01.01.2021

REGIONAL ECONOMIC INTEGRATION ORGANISATIONS / ORGANISATIONS D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS (Art.)	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
--	-----------	--	---------------------	--------------------------------------

European Union / <i>Union européenne</i> ³	<i>Union</i>	28.04.2009 (AS)	XXVII(2), XXX(5)	01.08.2009
---	--------------	-----------------	------------------	------------

¹ This State has provided UNIDROIT with information about its laws and policies in relation to the Aircraft Protocol / *Cet État a fourni à UNIDROIT des informations concernant la situation au regard de la législation et des politiques applicables aux matières couvertes par le Protocole aéronautique. See / voir <https://www.unidroit.org/fr/instruments/garanties-internationales/protocole-aeronautique/informations-nationales/>*

² Accession of the Netherlands was for the Netherlands Antilles and Aruba (only). The accession became effective on 1 September 2010. Following a modification of the internal constitutional relations within the Kingdom of the Netherlands, the

declarations made for the Netherlands Antilles were confirmed for Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba), effective from 10 October 2010. The declarations made for Aruba remain valid as from 1 September 2010. / *L'adhésion des Pays-Bas concernait (seulement) les Antilles néerlandaises et Aruba. L'adhésion a pris effet le 1er septembre 2010. Suite à une modification des relations constitutionnelles intérieures du Royaume des Pays-Bas, les déclarations faites pour les Antilles néerlandaises ont été confirmées pour Curaçao, Saint-Martin et la partie caribéenne des Pays-Bas (les îles de Bonaire, de Saint-Eustache et de Saba), à compter du 10 octobre 2010. Les déclarations faites pour Aruba restent valides au 1er septembre 2010.*

³ Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique*: Protocol / *Protocole* Article XXVII

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

ANNEXE 2**OBSERVATIONS DES ÉTATS SUR LA MANIÈRE DONT LE RÉGIME INTERNATIONAL ÉTABLI PAR LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE AÉRONAUTIQUE A FONCTIONNÉ DANS LA PRATIQUE****ARGENTINE**

La mise en œuvre de la Convention du Cap et du Protocole aéronautique aurait permis aux opérateurs nationaux de bénéficier de financements à de meilleures conditions économiques, d'accéder à un marché d'aéronefs plus modernes et de négocier des durées contractuelles plus étendues. Elle a également entraîné une augmentation du nombre de demandes adressées à l'Autorité aéronautique pour l'octroi de codes d'accès (AEP CODES), condition nécessaire à l'inscription des garanties internationales, des droits ou des garanties dans le Registre international établi par la Convention.

LETONIE

Outre une déclaration sur l'application de l'article 54(2) faite lors de la ratification en 2011, la Lettonie a adopté les autres déclarations requises par le Protocole aéronautique à la Convention du Cap pour permettre aux transporteurs de bénéficier de la réduction accordée par l'OCDE. L'adoption de ces déclarations implique l'intégration complète d'un régime juridique international et uniforme pour les transactions internationales de location d'aéronefs effectuées à l'égard des acteurs lettons du secteur de l'aviation, tels que les transporteurs aériens.

Les déclarations suivantes permettant de bénéficier de ces abattements ont été faites par la Lettonie en décembre 2020 (soit explicitement, soit au titre de l'adhésion à l'Union européenne (UE)) :

- *Mesures en cas d'insolvabilité* (article XI, variante A) permettant aux bailleurs d'obtenir leur bien aéronautique dans un délai de 60 jours (s'applique à tous les types de procédures d'insolvabilité). Bien que cette déclaration n'ait pas été faite explicitement, le droit communautaire permet aux États membres de modifier leur droit interne de manière à refléter substantiellement la déclaration. Ces modifications du droit national de l'insolvabilité sont en cours d'élaboration.

- *L'autorisation de demande de radiation de l'immatriculation et de permis d'exportation* (IDERA) devra être inscrite dans l'Autorité de l'aviation civile nationale pour permettre la radiation et l'exportation en faveur du bailleur (article XIII). Il s'agit d'une déclaration explicite, dans la mesure où elle relève de la compétence exclusive des États membres de l'UE. Les règlements ministériels ultérieurs précisant la soumission d'une IDERA sont adoptés sur la base d'une disposition explicite de la législation nationale sur l'aviation.

- *Choix de la loi applicable* (article VIII) - en raison de la compétence partagée entre l'UE et ses États membres, cette déclaration ne peut pas être explicitement adoptée par l'État membre. Toutefois, conformément à l'Annexe III du Règlement EU 1233/2011, il est entendu que le droit de l'UE (c'est-à-dire le Règlement Rome I) est similaire sur le fond à l'article VIII du Protocole aéronautique. Par conséquent, il peut être considéré que la Lettonie a fait cette déclaration au titre de son adhésion à l'UE.

- *Article X*: la compétence de l'UE dans le domaine visé par cette disposition empêche la Lettonie de faire la déclaration de manière explicite. Après avoir recueilli l'avis du Groupe de travail aéronautique et procédé à sa propre évaluation concernant sa compétence en tant qu'État membre de l'UE, la Lettonie est parvenue à la conclusion que modifier sa législation nationale pour tenir compte de l'article X n'est pas nécessaire.

Les déclarations requises pour bénéficier de l'abattement ont été introduites par les lois et règlements suivants:

- amendements à la Loi "relative à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et au Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles" adoptée le 17 décembre 2020 ¹⁰;
- modifications de la Loi sur l'aviation adoptée le 3 décembre 2020 ¹¹;
- modifications de la Loi sur l'insolvabilité du 15 juin 2021 ¹²;
- règlement du Conseil des Ministres n° 195 du 1^{er} avril 2021 "Règlement relatif à la présentation, à l'acceptation et à la révocation de l'IDERA et à la radiation de l'immatriculation d'un aéronef du Registre" ¹³.

Avec cette mesure, la Lettonie s'est fermement imposée sur le marché du financement aéronautique en tant que juridiction offrant un régime juridique sûr et prévisible pour les opérations financières internationales portant sur des actifs de grande valeur tels que les aéronefs.

MOLDOVA

L'application de la Convention et de son Protocole aéronautique en République de Moldova est régie par la Loi 59 du 9 avril 2015 relative à l'adhésion de la République de Moldova à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et par la Loi 264 du 7 décembre 2017 relative à l'adhésion de la République de Moldova au Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, amendée par la Loi 286 du 29 novembre 2018.

Les dispositions du Code de l'aviation et de la Loi sur l'insolvabilité de la République de Moldova ne limitent pas l'application des dispositions pertinentes de la Convention et du Protocole aéronautique. Dans le même temps, la République de Moldova n'a pas fait de déclaration sur l'applicabilité de l'article XIII du Protocole, qui régit la radiation de l'immatriculation et l'autorisation de la demande d'exportation.

¹⁰ <https://likumi.lv/ta/id/319863-grozijumi-likuma-par-konvenciju-par-starptautiskajam-qarantijam-attieciba-uz-parvietojamam-iekartam-un-konvencijas-par-starptau>

¹¹ <https://likumi.lv/ta/id/319483-grozijumi-likuma-par-aviaciju>

¹² <https://likumi.lv/ta/id/324274-grozijumi-maksatnespejas-likuma>

¹³ <https://likumi.lv/ta/id/322166-noteikumi-par-idera-atlaujas-iesniegsanu-pienemsanu-un-atcelsanu-un-gaisa-kugu-izslegsanu-no-registra>

MONGOLIE

La Convention et le Protocole aéronautique n'ont pas été utilisés en Mongolie pendant la période couverte par le présent rapport. Au cours de cette période, les deux aéronefs suivants ont été immatriculés et utilisés en Mongolie à des fins civiles et de fret:

<i>Nº</i>	<i>Type d'aéronef</i>	<i>Numéro d'immatriculation</i>	<i>Propriétaire/Bailleur</i>	<i>Transporteur</i>
1	A319-112	JU1199	Sprite aviation No.1 Designated Activity Company	"Aeromongolia" LLC
2	Fokker F27 Mk0502	JU1050	Transport Development Bank	"Mongolian Airways Cargo" LLC

Dans le cadre de l'adhésion de la Mongolie à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils de l'Organisation mondiale du commerce, une loi a été promulguée le 30 décembre 2021 afin d'exonérer de taxes douanières et de taxes sur la valeur ajoutée les aéronefs civils et les biens connexes visés à l'Annexe de la Convention. Cette loi est devenue un règlement visant à soutenir la mise en œuvre pratique de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et du Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles.

SUÈDE

La Convention du Cap et le Protocole aéronautique sont entrés en vigueur en Suède le 1^{er} avril 2016. Déjà avant son entrée en vigueur en Suède, un grand nombre d'inscriptions et de consultations avaient été effectuées pour des transactions liées à la Suède selon les dernières statistiques disponibles.

Compte tenu de la réaction du marché à la Convention et au Protocole aéronautique, le nombre d'inscriptions et de consultations est conforme aux attentes sur la base du nombre de transactions impliquant la Suède. Au cours des dernières années, le recours aux inscriptions et aux recherches s'est accru.

Selon les praticiens du domaine, la disponibilité et le niveau de service du Registre international sont conformes aux attentes et au niveau de service requis. De même, l'application de la Convention et du Protocole aéronautique tels qu'incorporés en Suède a bien fonctionné et les effets de la Convention et du Protocole aéronautique pour les utilisateurs suédois et les parties intéressées ont eu l'effet escompté.

Il convient également de noter que dans les quelques procédures d'insolvabilité concernant les compagnies aériennes suédoises NextJet (faillite) et BRA (réorganisation de l'entreprise), les règles de la Convention et du Protocole aéronautique ont été respectées et suivies. Aucune garantie internationale inscrite n'a été contestée ou remise en cause par la Suède.

TÜRKIYE

La Convention et le Protocole aéronautique sont entrés en vigueur en Türkiye le 1^{er} décembre 2011 et ont été effectivement mis en œuvre depuis cette date. Les praticiens du domaine estiment que l'application de la Convention et du Protocole aéronautique a bien fonctionné et que par conséquent aucun développement supplémentaire ne mérite d'être souligné pour la période couverte par le présent rapport. Toutefois, une comparaison entre la période précédente et la nouvelle période montre une légère diminution du nombre de transactions en raison des effets de la pandémie du virus Covid-19. 331 transactions ont été effectuées au cours de cette période, par rapport aux 356 au cours de la période précédente. Cependant, il est prévu que le nombre de transactions augmente avec la fin de la pandémie, en fonction de l'essor du marché.

*
* *